

Groupes de besoin : les 3/4 des établissements les ont mis en place sur la totalité du volume horaire (enquête SNPDEN)

© [Dépêche AEF info n° 717535](#) du 11 septembre 2024 – © Par Coline Daclin Elise Le Berre

Diffusion de cette dépêche aux adhérents du SNPDEN-UNSA avec l'aimable autorisation d'AEF Info avec qui le SNPDEN a un partenariat.

Les réformes et "injonctions contradictoires" ont dégradé le moral des chefs d'établissement, selon l'enquête du SNPDEN-Unsa, présentée le 11 septembre 2024. Parmi les changements ayant occupé les "perdus", les groupes de besoin, qui ont été mis en place sur la totalité du volume horaire par 74 % des établissements ; 4 % ne les ont pas du tout instaurés. Les chefs d'établissement ont par ailleurs "su s'emparer de la souplesse" accordée et ont surtout mis en place des groupes hétérogènes. Le syndicat pointe toutefois des moyens insuffisants, et regrette une baisse des dotations "pacte" et HSE.



Le contexte de rentrée particulier a finalement créé "du calme" dans les établissements, observe le SNPDEN-Unsa.
SNPDEN-Unsa - François Resnais

En cette rentrée où le moral des chefs d'établissement est "plutôt mauvais", la "priorité" du SNPDEN-Unsa portera sur les conditions de travail, déclare Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du syndicat, lors d'une conférence de presse le 11 septembre 2024. Avec "l'accélération permanente des réformes", et les "injonctions contradictoires d'une année à l'autre" (cf. encadré), 56,6 % des personnels de direction se disent "perplexes, voire inquiets sur la façon dont va se dérouler cette année scolaire", révèle l'enquête présentée par le syndicat, à laquelle 3 000 personnels de direction ont répondu, sur "13 500 en poste".

Lire aussi | [La rentrée vue par des principaux de collège : "L'absence de gouvernement ne change pas grand-chose"](#)

S'il salue une "réelle revalorisation des personnels de direction" ([lire sur AEF info](#)), Bruno Bobkiewicz insiste : les conditions d'exercice du métier sont devenues, "de loin, le principal sujet de préoccupation" des chefs d'établissement. Le ministère de l'Éducation, qui "a conscience du problème", a mis en place, avec les syndicats, des groupes de travail destinés à "faciliter, améliorer et alléger les missions des personnels de direction". Reste dorénavant à "trouver les leviers pour améliorer les conditions de travail". Bruno Bobkiewicz en espère "des stabilisations de décisions", mais aussi "des reculs sur des dispositions qui nous complexifient la vie" : le syndicat demande ainsi que la généralisation des groupes de besoin au collège n'ait pas lieu, tout comme celle du SNU et du port de l'uniforme, et s'oppose à la "prépa-seconde".

Groupes de besoin : 60 % des établissements ont organisé des groupes hétérogènes

Parmi les nouveautés de la rentrée que les chefs d'établissement ont dû mettre en place, figurent les groupes de besoin en français et en mathématiques, en 6e et en 5e. Selon l'enquête du SNPDEN, 74 % des établissements ont instauré ces groupes sur la totalité du volume horaire, soit trois établissements sur quatre. 21 % ne les ont mis en

place que sur une, deux ou trois heures de français ou maths, et 4 % ne les ont pas du tout installés, ce qui correspond à environ 70 collèges, précise le SNPDEN.

Les établissements ont aussi "su s'emparer de la souplesse accordée par la ministre", puisqu'ils sont :

- 60 % à avoir organisé des groupes hétérogènes,
- 21 % des groupes homogènes,
- 18 %, les deux.

Les chefs d'établissement ont en revanche "manqué de moyens" pour organiser ces groupes, souligne Bruno Bobkiewicz : 45 % déclarent ne pas avoir suffisamment d'heures, et 68 % indiquent avoir dû renoncer à des dispositifs. Les enseignements en co-animation, les dédoublements et les options sont ceux qui en ont "le plus pâti", alors que pour certains établissements, les enseignements optionnels sont "un argument d'attractivité", regrette Bruno Bobkiewicz.

Autre effet de la mise en place de ces groupes : des difficultés à trouver suffisamment de professeurs principaux, selon le SNPDEN, même si, "en théorie", la note de service précise que les enseignants de français et mathématiques peuvent occuper ces fonctions ([lire sur AEF info](#)).

58 % des établissements déclarent que leur dotation "pacte" ne couvre pas leurs besoins

En cette rentrée, les dotations "pacte" ont aussi occupé les chefs d'établissement. Un dispositif désormais "entré dans le paysage", estime le syndicat, qui avait demandé à ce que soient attribuées "a minima" les briques qui avaient été consommées l'an passé.

Lire aussi | [Pacte : les rectorats bénéficient d'une enveloppe plus importante que les moyens consommés l'an dernier](#)

Ce qui n'a pas été fait, d'après lui : "De nombreux établissements ont reçu moins de briques que ce qui avait été consommé l'an dernier, alors qu'en parallèle, des enveloppes supplémentaires ont été données à ceux qui n'avaient pas consommé". Dans le détail, selon l'enquête, 80 % des établissements déclarent une dotation inférieure à l'an passé, 16 % équivalente, et 4 % supérieure.

"Les dotations auraient dû être proportionnelles à l'an dernier", déplore le syndicat, qui souligne que cela met en difficulté des établissements qui avaient attribué des "pactes" aux enseignants et qu'ils ne sont pas forcément en mesure de redistribuer cette année. Ainsi :

- 58 % des établissements déclarent que leur dotation "pacte" ne leur permet pas de couvrir leurs besoins,
- 50 % disent avoir eu moins de "pacte" que l'an dernier.

En parallèle, le SNPDEN remarque aussi une baisse des enveloppes d'HSE, "dans la moitié des académies". Selon l'enquête, 48 % ont reçu une dotation HSE inférieure à l'an dernier, 34 % ne la connaissaient pas encore lors de l'enquête, 3 % déclarent une dotation supérieure, et 15 % équivalente. En conséquence, 74 % indiquent que cette dotation ne leur permet pas de couvrir les besoins.

"Les chefs d'établissement n'ont plus les moyens de piloter le RCD comme ils veulent", dénonce Bruno Bobkiewicz ([lire sur AEF info](#)), "soit on 'pacte', soit on ne remplace pas", résume-t-il, puisque "certains enseignants ne s'engageront jamais dans le 'pacte'". Avant de conclure : "On met la pression sur les personnels de direction pour organiser des RCD, puis on coupe la moitié des vivres", ce qui "dégrade les conditions de RCD dans les établissements".

Qu'attend le SNPDEN du prochain ministre de l'Éducation ?

Dans l'attente d'un nouveau gouvernement, quelles sont les attentes du SNPDEN-Unsa envers le prochain locataire de la rue de Grenelle ? Cela dépendra de "l'autonomie" dont il bénéficiera, précise le syndicat, "le pire étant la déconnexion, et des décisions qui n'intègrent pas les difficultés de mise en œuvre sur le terrain".

Le SNPDEN portera en priorité les sujets de la mixité sociale et scolaire, l'équilibre entre le public et le privé (notamment le contrôle du financement), l'inclusion scolaire et le numérique, alors que des logiciels "mettent en souffrance les gestionnaires et agents comptables", souligne Bruno Bobkiewicz ([lire sur AEF info](#)).

Personnels manquants : "les services des rectorats ont anticipé"

Autre sujet de la rentrée : le manque de personnels. Cette année, aucun politique ne s'est risqué à affirmer qu'il y aurait bien "un enseignant devant chaque classe", remarque le SNPDEN, une parole "qui ne peut pas être respectée". Selon l'enquête, après la rentrée, 30 % des établissements indiquent un enseignant manquant, et 31 % plus d'un. Soit 61 % des établissements, contre 68 % en 2023, note Bruno Bobkiewicz, qui estime que les services des rectorats "ont beaucoup anticipé par rapport aux années précédentes, et fidélisé les contractuels, notamment via des engagements pluriannuels". "Je ne sais pas si on peut reprocher à l'administration d'avoir manqué quelque chose", concède le secrétaire général.

"30 ministères"

Mais le syndicat relève surtout le "retour des 30 ministères" : il existe "de gros écarts selon les académies", qu'il explique par leur typologie, ou le nombre de personnels. Ainsi, dans certaines académies, "90 % des établissements ont tous leurs enseignants affectés, dans d'autres, seulement 10 %", détaille Bruno Bobkiewicz.

Sans compter la "concurrence" qui peut jouer entre les académies de Créteil, Versailles et Paris, où le contractuel va "choisir le mieux-disant". Dans ces conditions, le secrétaire général "entend" la "stratégie" adoptée par des académies qui affectent les contractuels avant les TZR. "C'est une logique de fidélisation, on cherche à les capter".

Le SNPDEN de Toulouse alerte le rectorat

"Un grand nombre de 'perdir' n'ont plus confiance en notre institution, plusieurs lignes rouges ont été franchies par le ministère", déclare le secrétaire académique du SNPDEN de Toulouse, Yvon Manac'h, qui est intervenu lors de la réunion de prérentrée avec le rectorat. Groupes au collège "à l'encontre de nos valeurs", mesures d'économie sur les HSE avant que le MENJ ne se rétracte ([lire sur AEF info](#))..."Nous sommes fatigués du pilotage de notre institution par le coup de com' permanent".

"Nous vous demandons de faire remonter à notre sans doute éphémère prochain ministre, notre profond mécontentement et nos inquiétudes", poursuit le secrétaire académique, dénonçant une "mise sous tension permanente qui oblige les établissements à faire et à défaire sans évaluer les impacts des mesures souvent symboliques sur la réussite des élèves".

Testez AEF

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF Info.